

ELEMENTS D'ANALYSE SUR L'ECHEC DU REFERENDUM ALSACIEN

Déjà publiés

» N°79 : François Hollande et les catholiques

» N°78 : Législative partielle dans la 2^{de} circonscription de l'Oise : un « front républicain » de moins en moins étanche

» N°77 : L'électorat des chasseurs : quand les fusils se rendent aux urnes

» N°76 : Benoît XVI : un bilan globalement positif pour les catholiques français

» N°75 : le développement de la formation professionnelle, un enjeu clé pour dynamiser l'emploi

» N°74 : La perception par les Français des mesures du gouvernement en faveur de la compétitivité

» N°73 : Quels enseignements tirer de la géographie des votes aux élections internes de l'UMP ?

» N°72 : Les Français et les sondages lors de la séquence électorale de 2012

» N°71 : L'impact électoral des candidatures féminines, de la diversité et du cumul des mandats sur les résultats du PS aux dernières législatives

» N°70 : Ces villes que le FN pourrait conquérir lors des municipales de 2014

» N°69 : Les Français face à la hausse des carburants

» N°68 : Les Français et le football

» N°67 : Le vote des musulmans à l'élection présidentielle

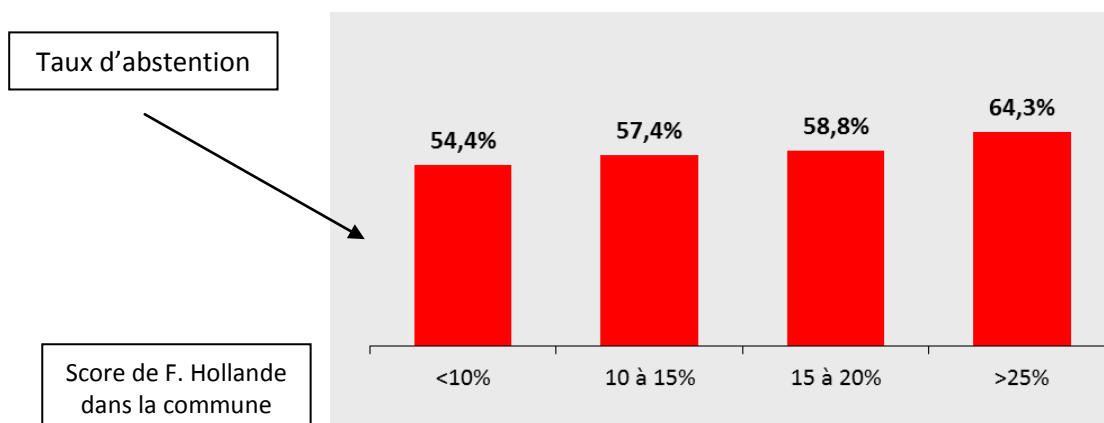
» N°66 : Analyse sur le profil des candidats aux élections législatives 2012

» Avec 57% des suffrages exprimés, le « oui » s'est imposé dimanche dernier en Alsace. Pour autant, le projet de fusion des deux départements et de la région n'aura pas lieu. Le « non » a en effet atteint 55,7% dans le Haut-Rhin (alors que pour être adopté ce projet devait l'emporter dans les deux départements) et si le « oui » a recueilli 67,5% dans le Bas-Rhin, ramenée aux inscrits cette proportion n'est plus que de 23% (du fait d'une abstention élevée) et donc inférieure au seuil des 25% des inscrits, ce qui constituait la seconde condition de validation de ce référendum. Comment expliquer cet échec alors qu'un large consensus existait en faveur de ce projet qui, de surcroît, n'avait pas été imposé par Paris mais pensé et porté par les dirigeants des collectivités locales concernées ?

Parmi les nombreuses causes invoquées, on pourra tout d'abord souligner que ce projet a été présenté de manière assez abstraite et technocratique et qu'il est apparu au terme d'une campagne terne comme une « affaire d'élus », un « mécano complexe », ce qui a contribué à nourrir l'abstention qui a été forte (seulement 35,1% de participation dans le Bas-Rhin et 37,2% dans le Haut-Rhin).

On ajoutera qu'hormis les médias locaux, les grands médias ne se sont guère intéressés à cette campagne à l'instar des dirigeants nationaux de l'UMP et du PS, qui n'ont pas fait le déplacement, contrairement aux ténors du « non ». Si le camp du « oui » n'a donc guère bénéficié du soutien de leaders nationaux, des voix dissonantes se sont faites entendre au sein de la droite alsacienne, famille politique qui a porté et pensé ce projet. Cela a notamment été le cas de Gilbert Meyer, le maire de Colmar. A ces dissensions au sein de la droite est venue s'ajouter une faible implication des élus socialistes (notamment ceux de l'agglomération de Strasbourg) dont certains étaient en désaccord avec un projet perçu comme « une usine à gaz » pouvant desservir leurs intérêts territoriaux. Il semble que les électeurs socialistes aient assez largement partagé ce constat et se soient peu mobilisés pour soutenir un projet défendu par la majorité UMP. Comme on peut en effet le voir sur le graphique suivant, plus les communes alsaciennes avaient voté pour François Hollande au 1^{er} tour de l'élection présidentielle et plus l'abstention au référendum a été importante.

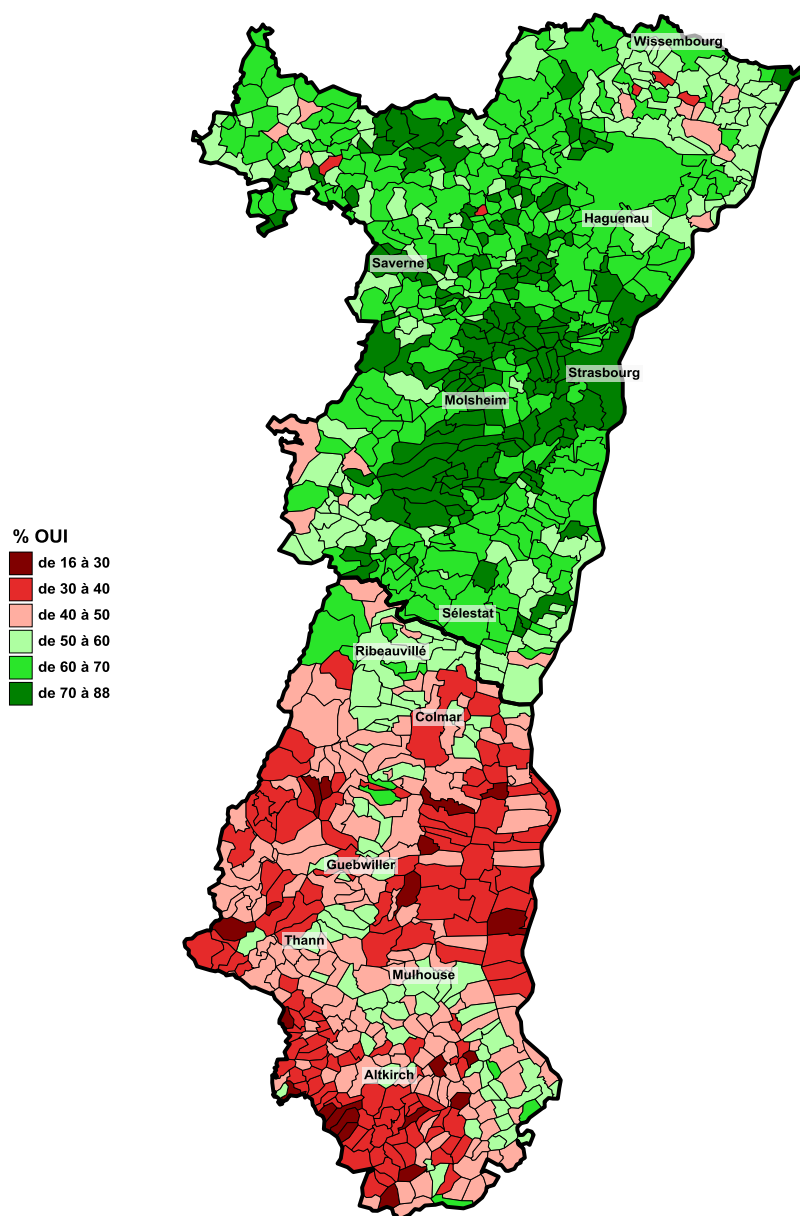
**Le taux d'abstention au référendum en fonction du score de F. Hollande
au 1^{er} tour de la présidentielle**
(calcul au niveau communal)



Le contexte national (fortes inquiétudes sociales, impopularité de l'exécutif) mais aussi l'affaire Cahuzac ont sans doute également joué un rôle et contribué à alimenter l'abstention voire à « doper » le vote « non ».

Mais nous pensons que derrière toutes ces raisons, il existe également des ressorts politiques et géopolitiques expliquant l'échec de ce référendum. La question posée était en effet géopolitique au sens où il s'agissait du rapport que les citoyens entretiennent avec leur territoire et l'identité qui s'y rattache. Sur ces sujets l'affect et les sentiments ne sont jamais loin et les tenants du « non » ont su jouer avec alors que les partisans du « oui » ont sans doute eu le tort de faire une campagne trop froide, trop technique et rationnelle. Signe de la forte dimension géopolitique de ce vote, on est frappé quand on analyse la carte des résultats par le clivage quasi parfait entre Bas-Rhin et Haut-Rhin. Les habitants de ce département ont dit « non » à une large majorité sans doute en partie par refus ou crainte de passer « sous la coupe de Strasbourg ». Vu de Paris, ce mode de raisonnement peut paraître étrange mais la question de l'équilibre et des rapports de force entre territoires est un vrai sujet qui a fortement pesé dans le vote des Haut-Rhinois. En votant majoritairement pour le « non », ils ont ainsi manifesté leur patriotisme départemental, quand les habitants du Bas-Rhin, et particulièrement ceux de l'agglomération strasbourgeoise, moins menacés dans leur identité territoriale, choisissaient très nettement le camp du « oui ».

En faisant campagne sur les conséquences néfastes que pourrait engendrer cette fusion pour sa ville (perte de la Préfecture et du Tribunal), le maire de Colmar a su faire vibrer cette corde sensible et agiter le spectre du déclassement. Ainsi, alors que le « oui » l'emporte dans les communes du nord du Haut-Rhin, où la proximité géographique immédiate avec le Bas-Rhin rend encore plus pertinente le projet de fusion, Colmar et son agglomération se sont distinguées par un vote « non » majoritaire.

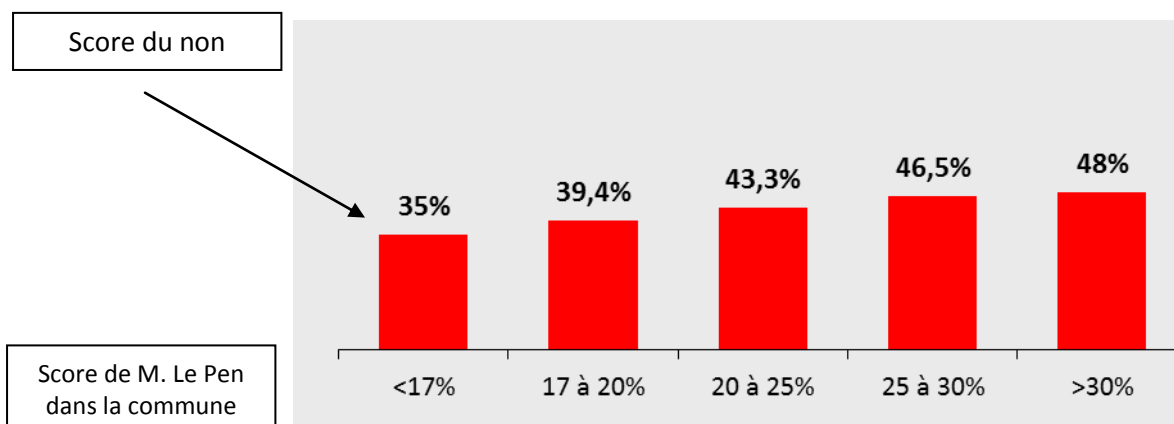


Mais les autres tenants du « non » (Front National, Debout la République et Front de Gauche) ont également mené une campagne très dynamique en activant eux-aussi le registre identitaire mais sur une autre dimension : celle du rapport à la France et au cadre national. Ils ont su habilement jouer sur l'histoire et ce qu'on pourrait appeler le « paradoxe alsacien ». L'Alsace est une région pro-européenne et décentralisatrice mais dans le même temps, elle a toujours cultivé une fibre patriotique et cocardière, un très fort attachement à la France et un rapport ambigu avec l'Allemagne. Quand les affiches du FN montrent une Alsacienne portant la coiffe traditionnelle se réfugiant auprès d'une Marianne républicaine pour échapper à un représentant caricatural de l'Europe « mondialisée », c'est bien sur le registre de l'attachement intangible de l'Alsace à la France que le parti lepéniste voulait se placer.



Le slogan « *Je veux l'Alsace française, je vote non* » est d'ailleurs des plus explicites. En votant « non » il s'agit de s'opposer à un projet dicté par « l'Europe antinationale des régions » qui viserait à transformer l'Alsace en un Land, première étape dans la désintégration du cadre national républicain, dont le département constituerait le symbole et le fondement. Sous l'effet de cette campagne choc, les électeurs du FN ont constitué un apport important pour le camp du « non ». Il apparaît en effet que les résultats du « non » sont assez nettement corrélés au niveau communal avec les scores de Marine Le Pen au 1^{er} tour de l'élection présidentielle comme l'indique le graphique ci-dessous.

Le score du « non » au référendum en fonction du résultat de Marine Le Pen au 1^{er} tour de la présidentielle
(calcul au niveau communal)

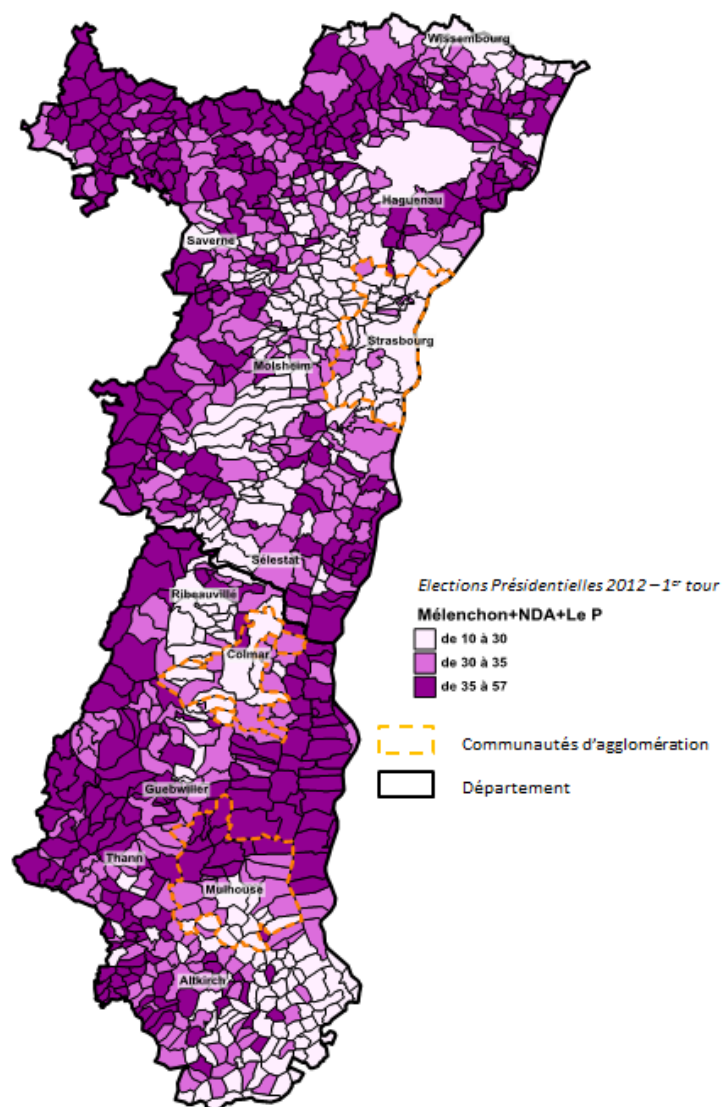


L'analyse cartographique confirme cette tendance. Les zones de forces du FN dans le Haut-Rhin (cantons vosgiens, arrondissement d'Altkirch, cantons de Neuf-Brisach, Ensisheim et Habsheim) sont celles qui ont le plus voté pour le « non ». Et de la même façon, c'est dans les bastions frontistes du Bas-Rhin (Alsace bossue, arrondissement de Wissembourg et vallée de la Bruche), que le « oui » est le plus faible du département voire que le « non » l'emporte dans quelques communes.

Le score du « non » dans certains bastions frontistes du Bas-Rhin

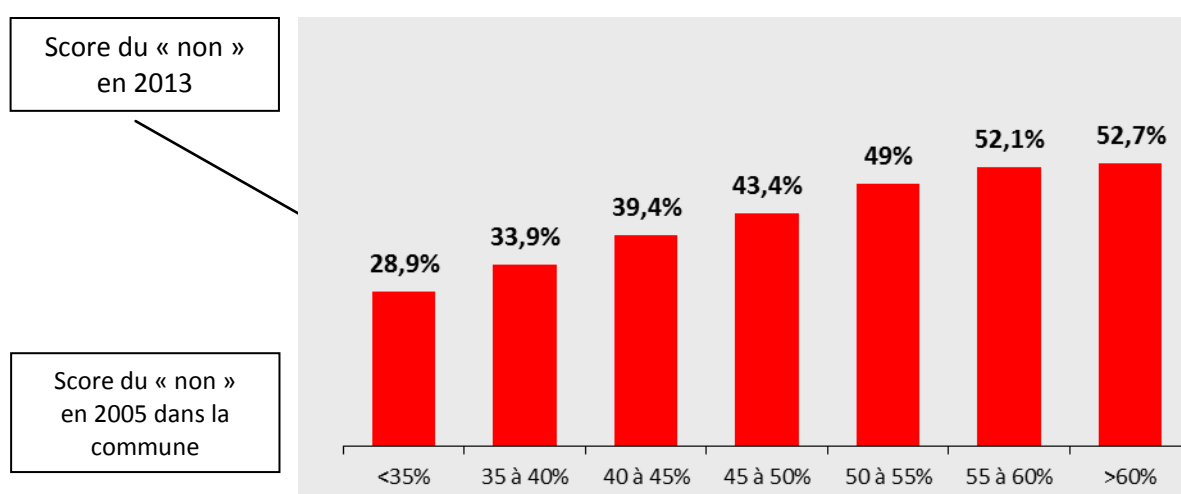
Communes	% de « non »	Score de Marine Le Pen en 2012
Asswiller	62,4	37,1
Bettwiller	56,8	28,4
Stundwiller	53,7	29,6
Grandfontaine	52,8	31,6
Hatten	52,6	30,7
Saulxures	52,5	35,7
Moyenne départementale	32,5	21,2

Plus globalement, la carte du « non » présente de grandes similitudes avec la carte des résultats agrégés de JL. Mélenchon, M. Dupont-Aignan et Marine Le Pen à la présidentielle. Quand le souverainiste et le parti lepéniste ont fait campagne contre l'Europe fédéraliste et en agitant la menace à terme d'une annexion allemande, le Front de Gauche a mis en avant le risque d'une « France à plusieurs vitesses » dont l'Alsace serait le laboratoire.

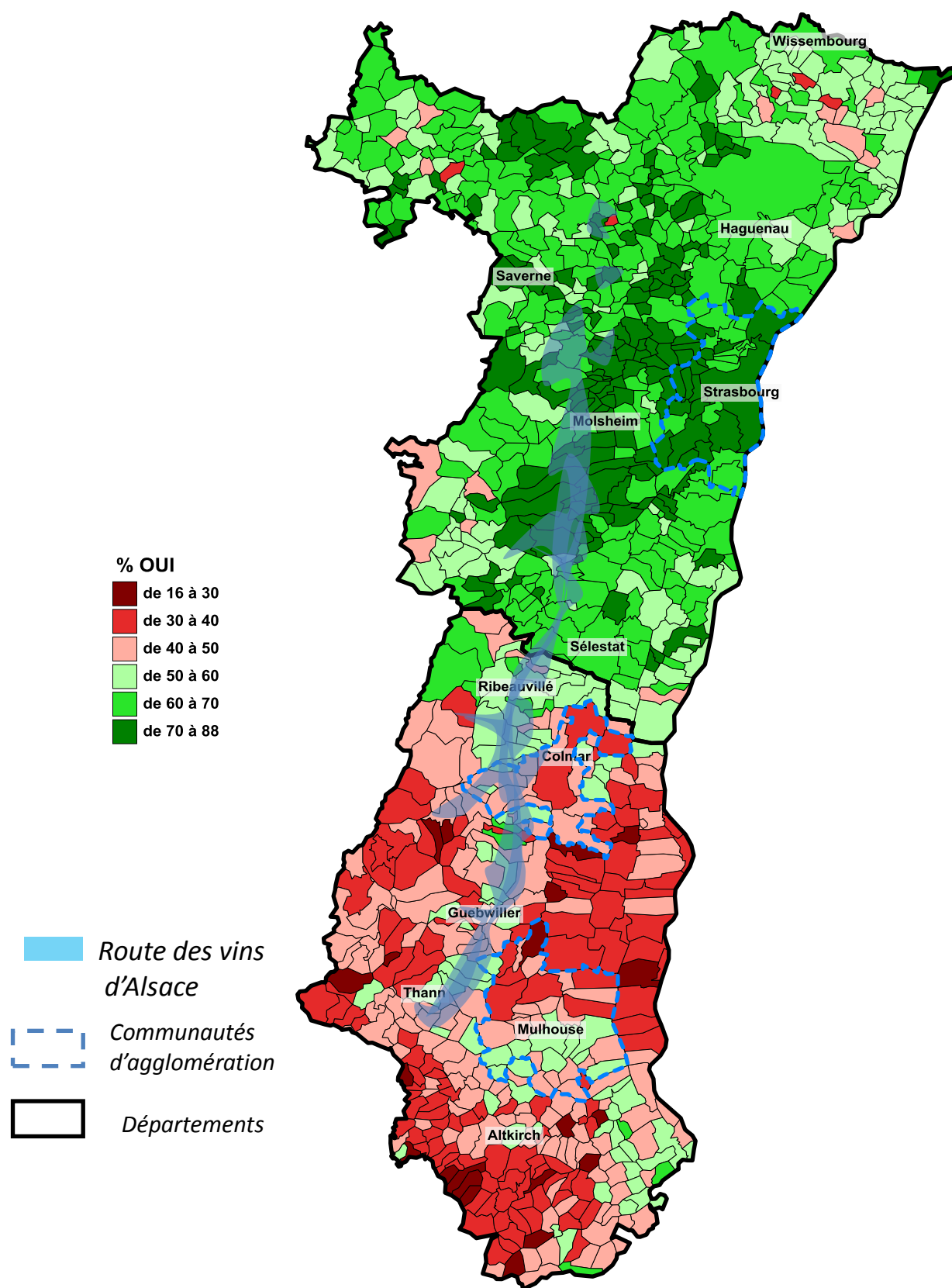


Par-delà une défiance et une volonté de sanction, assez classique dans un référendum, et renforcées par le contexte national, ce sont bien ces forces qui ont structuré et agrégé autour de ces discours les opposants au projet de fusion. Il est intéressant de constater que l'on retrouve en fait globalement la même configuration que lors du référendum de 2005 : d'un côté les partis de gouvernement soutenant l'intégration européenne et le projet de fusion des collectivités alsaciennes dans le cadre d'une nouvelle avancée de la décentralisation contre, de l'autre côté, les tenants de l'Etat-Nation attachés au maintien de l'échelon départemental face aux euro-régions. Comme le révèle le graphique suivant la corrélation entre le vote « non » en 2005 et en 2013 est assez spectaculaire.

Le score du « non » au référendum en fonction du résultat du « non » au référendum de 2005
(calcul au niveau communal)

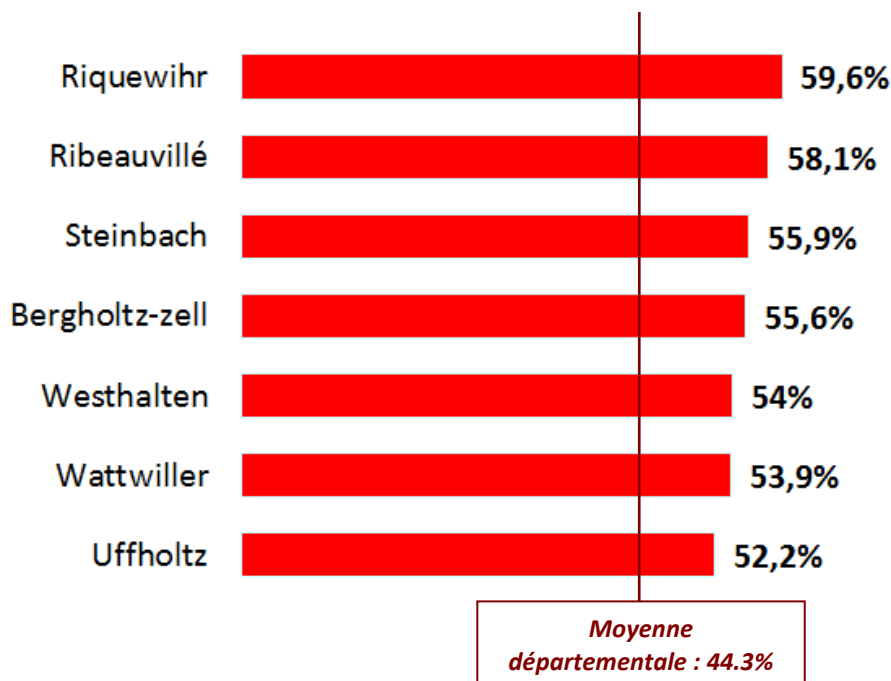


Au plan géographique et sociologique, les mêmes lignes de fracture observées en 2005 sont de nouveau à l'œuvre. Les espaces du « oui » correspondent aux territoires privilégiés sur le plan économique. Parmi ceux-ci, on range bien évidemment l'agglomération de Strasbourg et sa grande périphérie, la plupart des aires urbaines, à quelques exceptions près, ainsi que la pointe sud-ouest du Haut-Rhin (canton de Huningue) où la proportion de travailleurs frontaliers (travaillant en Suisse) est particulièrement élevée et où le taux de chômage est le plus faible de la région (6.5% dans la zone d'emploi de Saint-Louis pour le 3^{ème} trimestre 2012). A ces zones s'ajoutent également les territoires à haute valeur touristique qui constituent la route des vins que l'on distingue très nettement sur la carte 3.



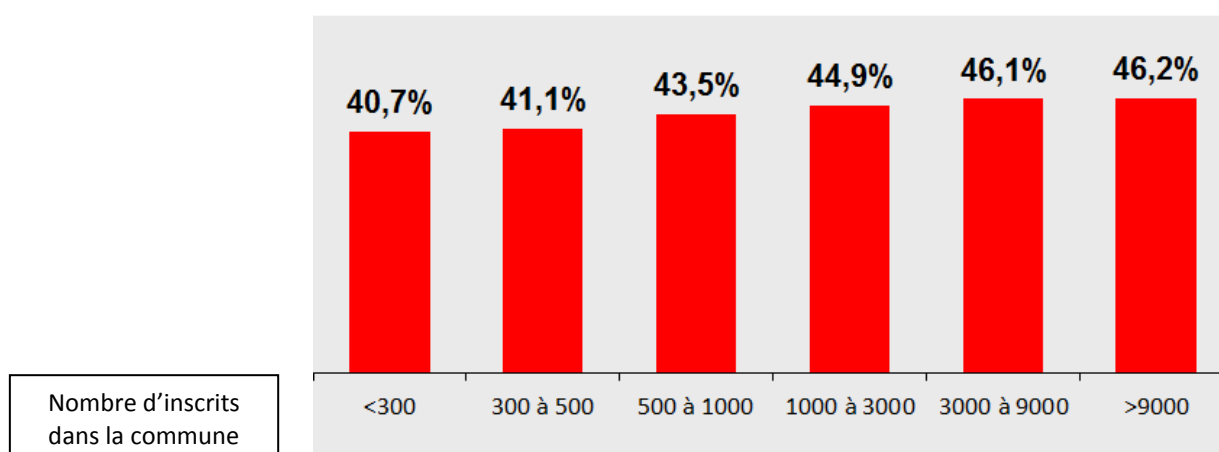
Dans le Haut-Rhin, on remarque ainsi un chapelet de communes courant de Thann à Ribeauvillé où le « oui » est en tête, et plus au nord, dans le Bas-Rhin, un niveau de vote « oui » encore supérieur à la moyenne départementale, d'Andlau à Molsheim notamment.

Le score du « oui » dans quelques communes du Haut-Rhin situées sur la route des vins



A l'inverse, les territoires du « non » correspondent aux zones périphériques (montagne vosgienne) aux espaces industriels en crise ou fragilisés (le canton de Dannemarie, limitrophe de la région de Sochaux, et où PSA a fermé une usine en 2011 par exemple) ou aux communes rurales. Si l'on se concentre sur le cas du Haut-Rhin, on s'aperçoit de la même façon que le vote « oui » augmente linéairement avec la taille de la population, les petites communes ayant été davantage tentées par le « non ».

Le score du « oui » au référendum selon la taille de la commune (calcul au niveau communal dans le Haut-Rhin)



Si le contexte économique, politique et social a sans aucun doute joué un rôle dans l'échec de ce référendum, la similitude des facteurs ayant structuré la géographie du vote « non » en 2013 et en 2005 montre, si besoin était, qu'au clivage gauche/droite traditionnel vient de plus en plus régulièrement s'ajouter un clivage idéologique et sociologique opposant pour faire simple les « gagnants » et adeptes de la mondialisation, de l'intégration européenne et de la décentralisation aux « perdants » de cette mondialisation qui s'accrochent et défendent un cadre national centralisé et égalitaire.

En fragilisant davantage des territoires entiers, la crise a renforcé l'attachement au cadre national perçu comme une protection y compris dans une région aussi prospère, pro-européenne et régionaliste que l'Alsace. L'échec de cette expérience décentralisatrice dans la région qui présentait pourtant les conditions les plus favorables de France pour ce type d'expérimentation (tout comme la Corse en 2003) risque fort de sonner le glas de ces réflexions ailleurs en France. Il témoigne aussi du fort attachement au modèle national « jacobin » dans le contexte de crise économique et identitaire que traverse actuellement notre pays.

Retrouvez toutes les analyses Ifop Focus sur www.ifop.com

Ces analyses sont publiées par le Département Opinion et Stratégies d'Entreprises de l'Ifop.
Pour tout renseignement complémentaire, merci de contacter :

Jérôme Fourquet – Directeur du Département Opinion et Stratégies d'Entreprises
jerome.fourquet@ifop.com